



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1639

mercredi 28 février 2024

- **Au moins 8 personnes, dont un policier, ont été tuées dans des violences armées à Carrefour et Fort national**
- **7 religieux et 1 enseignant ont été kidnappés à Port-au-Prince**
- **L'Université du Michigan révèle qu'il existe un risque élevé de cancers et d'autres maladies dû au riz américain importé**
- **Justice : Démission de Léon Charles comme représentant d'Haïti à l'OEA, après son inculpation dans le dossier de l'assassinat de Jovenel Moïse**

>> **Au moins 8 personnes, dont un policier, ont été tuées dans des violences armées à Carrefour et Fort national**

Des tirs nourris ont provoqué de vives tensions dans plusieurs rues du centre-ville de Port-au-Prince, le 26 février. Des affrontements auraient éclaté entre des agents de la Police Nationale d'Haïti (PNH) et un groupe armé au bas de la ville. Cette situation a provoqué la paralysie des transports publics, des activités commerciales et des écoles au centre-ville de Port-au-Prince, spécialement à Portail Léogane, aux rues Chareron, de la Réunion et Joseph Janvier. [Le lycée Toussaint Louverture, rue Saint-Honoré, n'a pas pu fonctionner. Au moins huit personnes, dont un policier, ont été tuées les 21, 22 et 23 février, dans des violences de gangs armés à Carrefour \(sud de Port-au-Prince\) et à Fort national \(au centre-ville\).](#) Gerto Cadet, agent de l'Unité départementale de maintien d'ordre (UDMO), a été tué par balle, mutilé et brûlé à Marotière 85 (Carrefour), le 22 février. Cinq autres personnes auraient été tuées. Cherchant à occuper de nouveaux territoires, des bandits armés de Mariani ont effectué des assauts répétés dans les zones de Sapotille, de Michel, Lagrenade et Rivière Froide, obligeant plusieurs familles à abandonner leurs maisons. Le Mouvement de liberté et d'égalité des Haïtiens pour la fraternité (Moleghaf) signale qu'à Fort national, deux personnes ont été tuées par balles et plusieurs autres blessées le 21 février, lors d'attaques du gang de Bel Air, dans le but de prendre le contrôle de la zone. Des habitants ont été contraints de déménager pour se réfugier à Solino et à Christ-Roi. Le Moleghaf appelle tous les policiers de Fort national et Solino, qui sont conscients de la situation, à adhérer au comité de vigilance et au comité de mobilisation pour renforcer la lutte de la population contre les gangs armés. Ces attaques sont intervenues après un mouvement organisé le 19 février pour protester contre une éventuelle délocalisation de la Brigade d'opérations et d'interventions départementales par le haut commandant de la PNH. Des tirs nourris ainsi que des barricades dressées à Fort national et ses environs ont créé une panique. Dans une note, la Direction générale de la Police Nationale d'Haïti apporte un démenti formel concernant les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux et faisant croire que la Brigade de Fort-National sera délocalisée. Par ailleurs, depuis le 23 février, de nombreuses familles ont fui leurs habitations à la rue Cameau, en raison d'attaques des bandits de *Gran ravin*, qui ont incendié plusieurs maisons. Dans un rapport, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a dénombré [9 901 personnes qui se sont déplacées, en](#)

[raison des attaques perpétrées par les gangs armés, du 5 au 13 février](#), dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince, particulièrement à Carrefour (sud de la capitale, à Cité Soleil (nord) et à Tabarre (nord-est). C'est près de 20 000 personnes qui ont été déplacées depuis le début de l'année 2024, selon l'OIM.

>> 7 religieux et 1 enseignant ont été kidnappés à Port-au-Prince

Six frères de la Congrégation du Sacré Cœur ainsi qu'un enseignant, en route pour aller au Collège Jean XXIII à Port-au-Prince, ont été kidnappés par des bandits armés au Bicentenaire, le 23 février. Un autre prêtre catholique, qui venait de célébrer la messe à la chapelle Notre-Dame de Fatima, dans le même quartier, a été également enlevé, confirme le site Vatican News. Toutes les activités du Collège Jean XXIII ont été suspendues, « la seule école encore en activité dans la zone à risque du centre de Port-au-Prince », rappellent les religieux. Les gangs armés continuent de perpétrer en toute impunité, sans aucune action des autorités *de facto* ni de la Police Nationale d'Haïti, leurs actes de terreur, particulièrement dans la capitale et dans le département de l'Artibonite. [Kidnappées le 19 janvier à Port-au-Prince](#), les 8 personnes, dont six religieuses de la Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne, [ont été libérées dans la soirée du 24 janvier](#). Ces derniers mois, avec cette terreur des gangs, [plus de 310 000 personnes ont été contraintes de se déplacer de leurs résidences](#) pour aller se réfugier [dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince](#).

>> L'Université du Michigan révèle qu'il existe un risque élevé de cancers et d'autres maladies dû au riz américain importé

La Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA) estime qu'il est important pour l'État de s'assurer de la qualité des produits importés, [comme le riz et les morceaux de poulets remplis d'hormones nuisibles à la santé](#). Une plainte pourra être portée devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et au pénal contre l'État américain. Selon une étude réalisée par des chercheurs de l'Université du Michigan aux États-Unis, en partenariat avec l'Organisation communautaire pour l'agriculture haïtienne, le riz exporté vers Haïti contient deux fois plus d'arsenic et de cadmium que le riz cultivé localement. Ces hauts niveaux peuvent augmenter le risque de contracter divers cancers, maladies cardiaques, diabète et plusieurs autres maladies. « Une autre raison importante de plaider et de soutenir la production alimentaire locale durable en Haïti ». Cette étude est la première à comparer la quantité de métaux lourds dans le riz local par rapport au riz exporté par des pays étrangers, affirment les chercheurs de l'Université du Michigan. L'étude souligne la nécessité de recherches plus approfondies pour évaluer les niveaux d'arsenic présents dans le corps des consommateurs haïtiens, et la probabilité d'effets néfastes sur la santé, liés à une exposition chronique à l'arsenic. Elle conseille au gouvernement *de facto*, aux Haïtiens de faire davantage pour soutenir le secteur agricole national, pour leur permettre d'avoir accès à des aliments sûrs cultivés localement et à une alimentation saine et diversifiée. [La recherche mentionne également « le besoin urgent de renforcer l'efficacité des réglementations et des interventions en matière de sécurité alimentaire \[...\] »](#). Elle lance un appel à une enquête éthique sur les sociétés rizicoles aux États-Unis et dans d'autres pays qui exportent des aliments contenant des niveaux élevés d'arsenic vers des pays à revenu faible ou intermédiaire.

>> Justice : Démission de Léon Charles comme représentant d'Haïti à l'OEA, après son inculpation dans le dossier de l'assassinat de Jovenel Moïse

Léon Charles justifie sa démission comme représentant permanent de la république d'Haïti auprès de l'Organisation des États américains (OEA), le 21 février, par sa mise en cause « de manière absolument injuste et calomnieuse » par l'ordonnance du juge d'instruction Walter Wesser Voltaire, chargé de l'instruction de [l'assassinat de Jovenel Moïse, le 7 février 2021](#).